English

# Passez à l'action : Donnez votre avis sur l'avenir de l'IA au Canada

**Comment le Canada devrait-il encadrer l'intelligence artificielle (IA) pour qu'elle reflète nos valeurs?**

Depuis la sortie de ChatGPT en 2022, de nouvelles formes d'IA se sont progressivement intégrées à notre quotidien, transformant notre manière de travailler, d'apprendre et de communiquer, tout en soulevant des préoccupations croissantes sur l'éthique et la responsabilité. Cependant, le Canada n'a toujours pas adopté de nouvelles lois réglementant cette technologie. Alors que nos dirigeant s'efforcent de trouver un équilibre entre innovation et adoption responsable de l'IA, nous souhaitons connaître votre opinion sur les mesures qu'ils devraient prendre.

Le nouveau ministre canadien de l'IA, l'honorable Evan Solomon, a défini quatre grandes priorités pour son ministère:

1. Développer l'industrie de l'IA au Canada,
2. Encourager l'adoption de l'IA,
3. Renforcer la confiance du public dans l'IA, et
4. Préserver la souveraineté du Canada en matière d'IA.

Mais qu'est-ce qui manque dans cette liste? Comment définirez-vous ces priorités? Quel avenir l'IA devrait-elle avoir au Canada? Quelle valeur le gouvernement protège: promouvoir ou empêcher?

**Nous vous demandons votre avis sur ces question. Contribuez à définir l'avenir d'ici le le vendredi 29 août 2025.**

Remplissez notre sondage communautaire ci-dessous! Vos réponses seront transmises dans leur intégralité au **nouveau ministre canadien de l'IA et de l'Innovation, Evan Solomon**, et serviront directement à élaborer notre mémoire officiel sur l'avenir de la réglementation de l'IA au Canada.

Prénom*

Nom de famille*

Courriel*

Province*

Alberta

Code postal*

**Remarque :** Votre nom sera mentionné à côté devos commentaires dans notre mémoire destiné au ministre Evan Solomon. Vos coordonnées ne seront pas partagées et ne seront utilisées que pour vous tenir informé de la transmission de vos commentaires et des prochaines étapes concernant l'IA et la politique numérique.

## Section 1 : L'IA dans la quotidienne: comment vous l'utilisez, ce que vous en pensez

1. À quelle fréquence utilisez-vous l'IA?*

- J'utilise l'IA tous les jours.
- J'utilise l'IA souvent (4 à 5 fois par semaine).
- J'utilise l'IA parfois (2 à 3 fois par semaine).
- J'utilise rarement l'IA (1 à 2 fois par semaine).
- Je n'utilise pas l'IA.

2. Si vous utilisez l'IA, à quoi vous en servez-vous? Cochez tout ce qui s'applique :

- Travail
- Éducation
- Comme alternative aux moteurs de recherche
- Actualités
- Tâches créatives (ex. : rédaction, musique, conception)
- Tâches quotidiennes (ex. : planification, préparation repas, courses)
- Soutien ou conseil en matière de santé mentale
- Compagnie ou amitié
- Autre

3. En ce moment, comment vous sentez-vous par rapport à l'IA?*

- Je suis plus optimiste quant à ses avantages potentiels que préoccupé par ses risques.
- Je suis plus préoccupé par ses risques qu'enthousiasmé par ses avantages potentiels.
- Je suis autant optimiste que préoccupé par ses avantages et risques.
- Cela ne m'intéresse pas.

4. Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus à propos de l'IA?*

- La perte d'emplois due à l'automatisation.
- La génération par l'IA de fausses informations, d'hyper truccages et de contenu trompeur.
- L'augmentation des préjugés ou de la discrimination dans la prise de décisions (ex. : dans le recrutement ou interventions policières).
- Manque de transparence (ne pas savoir comment l'IA prend ses décisions).
- Renforcement de la surveillance gouvernementale ou des entreprises.
- Utilisations criminelles de l'IA (ex. : escroqueries, fraudes, cyberattaques, harcèlement, usurpation d'identité).
- Menace existentielle (ex. : systèmes d'IA devenant trop puissants ou incontrôlables par les êtres humains).
- Appropriation culturelle ou utilisation abusive de données sensibles.
- Impact environnemental de la formation et de l'utilisation de grands modèles d'IA.
- Incapacité de suivre le rythme (ex. : l'IA avance plus vite que les gouvernements, les écoles ou les tribunaux qui ne peuvent s'adapter).
- Impact sur les créateurs (ex. : artistes ou journalistes non rémunérés équitablement lorsque leur travail est utilisé pour former l'IA, ou remplacés par du contenu généré par IA).
- Aucune de ces réponses.

## Section 2 : Gouvernance et responsabilité: Quel avenir pour l'IA inspire votre confiance?

En 2024, le gouvernement canadien a proposé le projet de loi C-27, qui comprenait la Loi sur l'IA et les données (LIAD), première tentative du Canada de réglementer l'IA. Mais cette vision de l'avenir de l'IA a été élaborée sans consultation significative du public: aucun sondage, aucune consultation, ni aucune autre contribution des Canadiens ordinaire n'ont été pris en compte dans son élaboration.

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement dirigé par Carney promet de nouvelles lois sur l'IA dans un avenir proche. C'est pourquoi nous vous posons la question suivante: À quoi devraient ressembler nos réglementations de l'IA cette fois-ci, si elles reflétaient réellement la voix du public?

5. Quels types de réglementation de l'IA le Canada devrait-il privilégier?*

- Réglementation « ex post » (nouvelles mesures juridiques prises après la survenue de préjudices publics.)
- Réglementation « ex ante » (mesures juridiques préventives prises avant la mise sur le marché de nouveaux modèles d'IA)
- Zones de test réglementées (« regulatory sandboxes » environnements juridiquement sûres pour la validation de concepts innovants, suivis d'une réglementation stricte des produits commerciaux)
- Réglementation de type européen (système à plusieurs niveaux basé sur les risques et réglementé différemment en fonction de leurs utilisations)
- Réglementation par le marché (surveillance minimale du gouvernement, autoréglementation et codes volontaires de l'industrie)
- Autre

6. Pensez-vous que les industries particulièrement à risque devraient être soumis à des réglementations plus strictes que d'autres quant au développement ou à l'utilisation des technologies d'IA?*

- Oui
- Non

7. Si certains industries devaient être soumises à des réglementations plus strictes pour l'usage de l'IA, quelles devraient être , selon vous, prioritès? Cochez toutes les options qui s'appliquent.

- Santé (ex. : diagnostics, données des patients, recommandations de traitement)
- Éducation (ex. : enseignement de matières ou de langues, détection des élèves en difficulté ou inattentifs)
- Gouvernements et forces de l'ordre (ex. : surveillance accrue, prédiction de lieux à risque de crimes)
- Finance (ex. : évaluation du crédit, détection de fraude, transactions automatisées)
- Actualités et médias (ex. : hypertrucages, désinformation, contenu généré par IA)
- Emploi et recrutement (ex. : tri de CV, surveillance au travail)
- Réseaux sociaux et publicité (ex. : pub ciblée, algorithmes de personnalisation)
- Contenu pour adultes (ex. : contenu sexuel généré par IA)
- Autre

8. Pensez-vous que les systèmes d'IA devraient être autorisés à se former utilisant des contenus protégés par le droit d'auteur (par exemple, des livres, des œuvres d'art, de la musique) sans l'autorisation de leur créateur?*

- Oui – les créateurs ne devraient pas avoir besoin de donner leur permission.
- Oui – mais seulement si les créateurs sont rémunérés équitablement.
- Oui – mais pas lorsqu'il s'agit de connaissances culturelles ou communautaires sensibles (ex. : récits ou traditions autochtones) utilisés sans consentement.
- Non – les créateurs doivent donner leur permission explicite avant toute utilisation.
- Autre

9. Limiter l'accès aux œuvres protégées par le droit d'auteur pourrait freiner l'innovation en IA et ralentir le développement de technologies avancées au Canada. Est-ce que cela change votre point de vue?*

- Oui – je suis plus disposé à permettre cette utilisation si cela permet l'IA canadienne de s'améliorer et de rivaliser avec le reste du monde.
- Non – je continue de penser que la permission devrait être obligatoire.
- Autre

(Facultatif) 10. Si vous le souhaitez, veuillez expliquez vos réponses sur l'IA et les contenus protégés par le droit d'auteur. Quels facteurs ont influencé votre opinion?

11. Est-ce que le contenu généré par l'IA à des fins commerciales devrait être soumis à des réglementations plus strictes et droits d'auteur que le contenu utilisé à des fins non commerciales?*

- Oui, les usages commerciaux de l'IA devraient être réglementés plus strictement que les usages non commerciaux.
- Non, les usages commerciaux et non commerciaux de l'IA devraient être réglementés de façon similaire ou identique.

12. Quels types d'utilisation(s) de l'IA devraient, selon vous, être considérés comme des infractions criminelles?*

Contexte : La LIAD, première proposition canadienne de réglementation de l'IA, créait trois infractions au Code criminel : (1) utiliser des données personnelles volées pour l'IA, (2) causer volontairement/imprudemment de graves dommages avec l'IA, (3) développer l'IA pour frauder et causer des pertes économiques. Le nouveau gouvernement libéral a également proposé de criminaliser la distribution de hyper trucages non consensuels.

- Utilisation de données personnelles volées ou obtenues illégalement pour développer ou exploiter une IA (ex. : données issues d'un piratage ou d'une violation).
- Création ou utilisation délibérée ou imprudente de l'IA dans le but decauser des dommages graves à des personnes ou à des biens.
- Développement de l' IA dans le but de frauder le public et de causer des pertes économiques importantes.
- Diffuser des hyper trucages non consensuels.

13. Parmi les priorités en matière d'IA du ministre Solomon, laquelle est la plus importante pour vous?

Contexte : Le nouveau ministre de l'IA et de l'innovation du gouvernement, Evan Solomon, a fourni la liste suivante comme étant ses priorités principales en matière de réglementation de l'IA.

- Développer l'industrie de l'IA au Canada.
- Encourager l'adoption de l'IA.
- Renforcer la confiance du public dans l'IA.
- Préserver la souveraineté du Canada en matière d'IA.

(Facultatif) 14. Y a-t-il des objectifs ou des mesures sur lesquels le gouvernement devrait prioriser et qui ne figurent pas dans la liste du ministre?

Soumettez votre réponse

Cette campagne est organisée par OpenMedia. Nous protégerons vos renseignements personnels et nous vous tiendrons informé de cette campagne et d'autres. Vous trouverez ici la politique de confidentialité d'OpenMedia.

## Vous souhaitez obtenir plus d'informations avant de donner votre avis? Continuez votre lecture.

La seule tentative majeure du Canada pour encadrer l'intelligence artificielle jusqu'à maintenant, la Loi sur l'IA et les données (LIAD), faisant partie du projet de loi C-27, a été abandonnée lors de la prorogation du Parlement au début de 2025.[2] Ce projet de loi eu du mal à obtenir le soutien de tous les partis et, surtout, n'a pas fait l'objet de consultations publiques sérieuses auprès des expert·es et de citoyens canadiens ordinaires.[3]

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement met l'accent sur l'adoption de l'IA et la croissance de l'industrie — sans présenter de plans clairs pour répondre aux enjeux que pose l'IA, comme les impacts sur la vie privée, la surveillance et l'équité.[4]

De nouvelles lois sur l'IA s'en viennent — et cette fois-ci, on va se faire entendre.

## C'est ta chance d'influencer ce qui s'en vient.

Cette consultation vise à faire entendre notre voix auprès des décideurs. Il s'agit de déterminer comment les Canadiens souhaitent équilibrer l'innovation avec une adoption responsable de l'IA, et de faire pression sur le gouvernement afin que ces priorités se reflètent dans les lois à venir. A l'heure actuelle, plusieurs de nos priorités ne figurent même pas à l'agenda du gouvernement. Cela doit changer.

## Les enjeux ne pourraient être plus importants.

Des pays comme la Chine et les États-Unis refusent de réglementer de manière significative l'IA, ce qui complique la tâche pour des pays comme la Chine et les États-Unis refusent de réglementer de manière significative l'IA, ce qui complique la tâche pour des pays comme le Canada ou pour une entité comme l'Union européenne, qui ne sont pas actuellement les principaux développeurs de l'IA, d'agir de manière décisive.[5]

Les décisions prises aujourd'hui influenceront nos droits, nos emplois, notre économie et notre culture pour des décennies à venir.

Si nous prenons pas la parole, d'autres définiront les règles à notre place, ou pire, l'IA pourrait se développer de manière incontrôlée et non réglementée, au détriment de notre démocratie et de nos vies.

Si nous voulons que le Canada ait un vrai pouvoir de décision, plutôt que de simplement suivre les États-Unis, il faut réfléchir sérieusement à une approche centrée sur les citoyens… et il faut le faire maintenant.

## Que va-t-il se passer ensuite?

Les données recueillies serviront à revendiquer des lois sur l'IA responsables et transparentes, qui reflètent vos valeurs. Les résultats du sondage seront :

1. Partagés avec notre communauté et le grand public;
2. Utilisés pour guider notre participation à la consultation sur l'accord commercial numérique Canada-UE;[6]
3. Remis dans leur intégralité au ministre Evan Solomon dans le cadre de notre mémoire officiel.

**Cette fois, nous sommes là pour que votre voix mène la discussion!**

Si vous n'avez pas encore agi, cliquez ici.

**Sources**

1. New AI minister says Canada won't 'over-index' on AI regulation – Financial Post
2. Digital laws in limbo: What's at stake after Parliament's shake-up in 2025 – OpenMedia
3. *Voir 2*
4. *Voir 1*
5. *Voir 1*
6. Exprimez-vous – Consultation des Canadiens sur un éventuel accord Canada-Union européenne sur le commerce numérique – Gouvernement du Canada

**Nous nous sommes basés sur des informations provenant d'NDP, de M.T Atkins, d'OpenMedia et de Liberal.ca pour concevoir ce sondage.*

Si vous n'avez pas encore agi, cliquez ici.

**Press**: Matt Hatfield | Phone: +1 (888) 441-2640 ext. 0 | press@openmedia.org